



PREFET DE LA MOSELLE

PRÉFECTURE  
DIRECTION DE LA COORDINATION ET DE  
L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des Enquêtes Publiques et de  
l'Environnement

**ARRETE**

n°2020-DCAT-BEPE- 83

en date du 29 MAI 2020

**mettant en demeure la société Ondal France, implantée sur le territoire de Sarreguemines, de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°2010-DCL-BUPE-200 du 3 juin 2010 et n° 2016-DLP/BUPE-121 du 19 mai 2016**

**VU** le Livre I, Titre 7 du Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 I ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des Installations Classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une Installation Classée soumise à autorisation au titre des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 12 octobre 2011 relatif aux Installations Classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les Installations Classées mentionnées à la section 9, chapitre V, Titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral DCL n°2018-A-18 du 28 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la Préfecture de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral modifié n° 2010-DLP/BUPE-200 du 3 juin 2010 autorisant notamment la société Ondal France à exploiter des installations relevant des rubriques 4330 (liquides inflammables de catégorie 1) sous le régime de l'autorisation et 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou 3) sous le régime de l'enregistrement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2016-DLPBUPE-121 du 19 mai 2016 imposant à l'exploitant de remettre au Préfet, pour l'ensemble des installations qu'elle exploite dans son établissement

de Sarreguemines, une étude de dangers conforme aux dispositions des articles R.512-9 et R.515-90 du Code de l'Environnement et des arrêtés ministériels des 29 septembre 2005 et 26 mai 2014 susvisé pour le 1er juin 2017 ;

**VU** le rapport du 15 février 2018 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est chargée de l'Inspection des Installations Classées ;

**VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est chargée de l'Inspection des Installations Classées en date du 14 avril 2020 ;

**VU** le courrier en date du 17 avril 2020 laissant à la société ONDAL France la possibilité d'émettre des observations sur le projet de mise en demeure ;

**VU** les observations formulées par l'exploitant en date du 30 avril 2020 ;

**VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est chargée de l'Inspection des Installations Classées en date du 25 mai 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé impose à l'exploitant que son site soit efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie ;

**CONSIDÉRANT** que l'Inspection des Installations Classées a constaté, lors de sa visite du 16 décembre 2019, que l'installation de déchargement desservant les cuves d'éthanol, et soumise à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, est située en dehors de l'enceinte clôturée du site, et clôturée par des barrières amovibles présentant une mesure peu efficace de prévention et de protection des risques ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.4.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé impose à l'exploitant que les aires de chargement et déchargement de véhicules citernes soient étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art ;

**CONSIDÉRANT** également que l'article 14-1 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 susvisé impose que les aires de chargement ou de déchargement routier et ferroviaire de liquides inflammables disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires ;

**CONSIDÉRANT** que l'Inspection des Installations Classées a constaté, lors de sa visite du 16 décembre 2019, que l'installation de déchargement desservant les cuves d'éthanol dispose d'une rétention d'une capacité de 4,6 m<sup>3</sup>, nettement inférieure au volume des citernes déchargées sur cette aire ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de déversement accidentel, le liquide inflammable ne serait donc pas contenu par cette rétention, qu'il s'écoulerait ainsi sur la voie publique et vers le réseau d'eau pluviale, et présenterait des dangers et inconvénients pour les tiers et l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent, que l'installation de déchargement desservant les cuves d'éthanol n'est pas conforme aux dispositions prévues par les articles 7.2.1 et 7.4.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et par l'article 14-1 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-121 du 19 mai 2016 modifiant l'arrêté préfectoral modifié n° 2010-DLP/BUPE-200 du 3 juin 2010 susvisé impose à l'exploitant de remettre au Préfet, pour l'ensemble des installations qu'il exploite



dans son établissement de Sarreguemines, une étude de dangers conforme aux dispositions des articles R.512-9 et R.515-90 du Code de l'Environnement et des arrêtés ministériels des 29 septembre 2005 et 26 mai 2014 susvisés pour le 1er juin 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que le III de l'article D181-15-2 du Code de l'Environnement dispose que l'étude des dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que par courrier du 29 novembre 2017, l'exploitant a transmis au Préfet une étude des dangers de son établissement ;

**CONSIDÉRANT** que s'agissant notamment des phénomènes dangereux n° 1, 2, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de l'étude de dangers remise, l'exploitant a sous-estimé la probabilité de certains phénomènes dangereux et n'a pas analysé toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables et mis en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et ce, en application de l'article D.181-15-2 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que par conséquent l'étude des dangers transmise ne répond pas à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-121 du 19 mai 2016 ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments de réponse fournis par l'exploitant restent généraux et annoncent deux courriers complémentaires sans en annoncer l'échéance ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement qui précise que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. » ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

## **A R R Ê T E**

**Article 1er :** La société Ondal France (siège social 2 Rue Denis Papin à SarregueminesS), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de fabrication de produits d'hygiène capillaire, dans un délai de **dix mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2010 susvisé et dispose d'une clôture efficace sur la totalité de la périphérie de son établissement,
- les dispositions des articles 7.4.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juin 2010 et 14-1 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 susvisés et dispose pour son aire de chargement ou de déchargement routier de liquides inflammables d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur cette aire.

L'exploitant justifie, au travers d'une mise à jour de son étude de dangers, le caractère acceptable en termes de risques de l'implantation retenue de la zone de dépotage. Cette mise à jour doit prendre en compte les risques liés à cette implantation sur son environnement (autres installations du site et extérieur de l'établissement), et

réciroquement, les risques générés sur le poste de dépotage par les installations proches. Le cas échéant, l'exploitant devra définir les mesures de maîtrise du risque supplémentaires nécessaires. La mise à jour de l'étude de danger est remise avant le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

**Article 2 :** La société Ondal France (siège social 2 Rue Denis Papin à Sarreguemines), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de fabrication de produits d'hygiène capillaire, dans un délai de **six mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-121 du 19 mai 2016 et complète son étude des dangers par une réévaluation de la probabilité des phénomènes dangereux sous-estimée et une étude de réduction complémentaire des risques pour chacun des scénarios identifiés dans la version de l'étude des dangers remise le 29 novembre 2017, et le cas échéant, par la définition de mesures de maîtrise du risque supplémentaires nécessaires et les échéances de leur mise en place.

Pour répondre à ces exigences, l'exploitant pourra réviser et amender la version de l'étude des dangers remise le 29 novembre 2017 au Préfet.

**Article 3 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 4 :** Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Article 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est, Monsieur le Directeur de la société Ondal France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie est adressé à Monsieur le Sous-Préfet de Sarreguemines, le Maire de Sarreguemines, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Moselle.

Fait à Metz, le 29 MAI 2020  
Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU